



Extrait du Portail Algérien des Enregistrements
Régistrés et Archivés
<http://portail.cder.dz/spip.php?article6086>

Le G20 prend acte de l'isolement des Etats-Unis

- Actualités - News -



Date de mise en ligne : dimanche 9 juillet 2017

Portail Algérien des Enregistrements

Régistrés et Archivés



Le sommet du G20 compte prendre acte de l'isolement des Etats-Unis sur le climat en soulignant que tous les autres Etats du forum appliqueront l'Accord de Paris, selon un projet de communiqué final.

"Nous prenons note de la décision des Etats-Unis de se retirer de l'Accord de Paris", dit ce texte, qui ajoute que les dirigeants des autres pays considèrent eux l'accord de lutte contre le réchauffement comme "irréversible".

Une des incertitudes qui planaient avant ce sommet était de savoir si les 19 autres pays les plus puissants du monde allaient effectivement former un bloc uni sur cette question.

La position de l'Arabie saoudite par exemple, alliée des Etats-Unis et important producteur de pétrole, suscitait des interrogations. S'ils endossent ce document, les dirigeants signifieront aux Etats-Unis qu'il n'y aura pas de retour ou de renégociation totale de l'Accord de Paris. Même si la porte reste ouverte pour les Etats-Unis, s'ils devaient reconsidérer un jour leur position. Cette option a été évoquée notamment par Theresa May vendredi en marge du sommet.

"C'est important pour le monde entier et je pense que ce n'est toujours possible. L'accord de Paris ne sera pas renégocié. Mais je souhaite que les Etats-Unis trouvent un chemin pour y revenir", a-t-elle déclaré à la BBC.

"Notre message collectif qui sera livré au président Trump autour de cette table insistera sur l'importance d'un retour des Etats-Unis dans les accords de Paris et j'espère que nous pourrons oeuvrer dans ce sens", a ajouté Mme May.

Selon une source proche des négociations, un passage du projet de déclaration finale du sommet du G20, plutôt favorable aux énergies fossiles, est encore âprement discutée entre les négociateurs. Certains pays, tentent de la faire retirer.

"Etant donnée l'importance de l'accès à l'énergie et de la sécurité énergétique (...), les Etats-Unis vont travailler étroitement avec d'autres partenaires pour faciliter leur accès et leur utilisation plus propre et efficace des énergies

fossiles, et les aider à déployer des énergies renouvelables et d'autres sources d'énergie propre", dit ce passage, à contre-courant de la tendance générale hostile aux énergies carbonées.

Le G20 s'engage à lutter contre le financement du terrorisme et sa propagande

Le G20 s'est engagé vendredi à Hambourg à lutter contre le financement du terrorisme et sa propagande. Les principaux pays industrialisés et émergents ont dénoncé dans une déclaration commune en 21 points le "fléau" du terrorisme. Cette déclaration est distincte du communiqué final qui reste âprement disputé.

Ils y insistent sur le volet financier en apportant un soutien appuyé au Groupe d'action financière (Gafi), organisme intergouvernemental créé en 1989 qui publie des recommandations régulières pour ses 37 membres sur les manières de lutter contre la criminalité financière et le financement du terrorisme.

"Nous (...) soutenons le processus en cours pour renforcer la gouvernance du Gafi. Nous accueillons également favorablement son intention de se doter d'une personnalité juridique, reconnaissance du fait que le Gafi a évolué, passant d'une mission temporaire à un engagement public et politique", selon le texte. Le Gafi est pour l'instant une structure sans personnalité hébergée à Paris par l'OCDE.

"Nous appelons tous les pays membres à s'assurer que le Gafi dispose des ressources nécessaires pour accomplir son mandat", selon le texte. "Pour le financement du terrorisme, il ne doit exister de lieu sûr nulle part dans le monde", affirment-ils.

Ils appellent également les Etats à être vigilants sur les liens entre le terrorisme "et d'autres formes de criminalité organisée", allant du trafic d'armes au pillage d'antiquités, en passant par l'extorsion de fonds, le trafic de drogue et le trafic d'êtres humains.

Le G20 appelle aussi "à travailler avec le secteur privé, en particulier les fournisseurs de services de communication", pour mieux lutter contre la propagande en ligne et la radicalisation.